

AUGUSTE, Marcel B. *La république d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale*. Québec, 1998, 368 p.

Nicole Boucher

Volume 31, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704141ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704141ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boucher, N. (2000). Compte rendu de [AUGUSTE, Marcel B. *La république d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale*. Québec, 1998, 368 p.] *Études internationales*, 31(1), 206–208. <https://doi.org/10.7202/704141ar>

politique chinoise de Berlin comme celle de Paris. En outre, une participation allemande aux programmes à venir de fusion du renseignement et de renforcement des capacités satellitaires européennes ne serait être sans conséquence sur la manière dont l'administration voire l'opinion publique appréhenderont les modes de prévention et de gestion des crises. À n'en pas douter, même dans le cas japonais, de tels instruments à la disposition du *Boisho* et du *Gaimusho* modifieraient la culture nipponne de l'action politique à l'étranger, plus encore si Tokyo est devenu un membre de plein exercice du Conseil de sécurité des Nations Unies. En attendant, une chose est sûre. Si Berlin et Tokyo sortirent ensemble défaits de la Seconde guerre mondiale, leur réinsertion dans leur espace politico-militaire national, régional et international se fait selon des trajectoires bien différentes. Vu d'Europe, leur culture militaire diverge plus qu'elle ne converge vers un mode « antimilitariste ».

Christian LECHERVY

INALCO
Paris

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

La république d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale.

AUGUSTE, Marcel B. Québec,
1998, 368 p.

Grâce à une longue expérience de la recherche historique sur la république d'Haïti, l'auteur nous trace dans les détails l'action d'Haïti sur la scène internationale durant la dernière guerre mondiale. Une abondante fouille documentaire – à partir de journaux, mais aussi des documents officiels

de l'époque produits par le gouvernement haïtien ou par le corps diplomatique international – permet à l'auteur de dresser un tableau aussi complet que possible de l'action des divers acteurs publics tels que les gouvernements, les chefs d'État, mais aussi les médias, l'opinion publique et même l'opposition.

Il démontre ainsi la grande complexité mais également comment, petit à petit, la dernière grande guerre fut « l'occasion » idéale pour installer – avec la complicité et le support concret des États-Unis surtout, de la France et des pays alliés – une « dictature légale » à l'intérieur du pays. C'est à travers le relevé, chapitre par chapitre, des diverses questions internationales qu'Haïti a eu à traiter à l'époque que le lecteur découvre, sans que l'auteur le signale explicitement, le processus concret « d'engendrement » d'une politique intérieure fondée sur *l'ordre*, d'abord et avant tout.

Pour ce faire, l'auteur situe d'abord la notion de *guerre mondiale* en insistant sur le fait qu'en réalité, elle a été déclenchée en 1938 avec la guerre de la Chine et du Japon. Ensuite, dans les deux premières parties, il reprend, étape par étape, la question juive, la question tchécoslovaque, la neutralité haïtienne et la déclaration de guerre d'Haïti, suite à Pearl Harbour en 1941. L'auteur insiste sur la vulnérabilité du pays plongé dans une crise économique majeure, mais aussi sur sa grande perspicacité pour « défendre ses intérêts » économiques et politiques à l'étranger.

La troisième partie est consacrée aux problèmes économiques et financiers. Malgré le fait que le peuple arri-

vaît très mal à se nourrir, le maintien et même la modernisation de la production pour l'exportation ou pour des raisons de sécurité militaire prouvent, selon l'auteur, qu'Haïti a fait son effort de guerre tout en sachant tirer parti de la situation.

Les trois parties suivantes concernent le traitement réservé à diverses populations : les Haïtiens en Europe, les étrangers en Haïti, les Français d'Haïti. La description de l'opposition acharnée entre une élite économique allemande bien installée au pays et une communauté française œuvrant surtout dans les secteurs éducatif et religieux, mérite toute notre attention.

L'auteur enchaîne, comme il se doit, par la description de l'action diplomatique de l'époque qui a eu le principal mérite, semble-t-il, d'assurer la visibilité et la crédibilité d'Haïti sur la scène internationale.

La conclusion, malheureusement trop succincte, ne rend pas compte de la richesse de l'ouvrage mais met nettement en évidence le très haut souci d'objectivité de l'auteur qui désire rester collé au plus près des faits vérifiables sans vouloir trop rapidement les interpréter. Il souligne tout de même que la dernière guerre mondiale aura été une excellente occasion offerte à Haïti pour jouer un rôle concret sur la scène internationale.

De plus, sur le plan de la politique interne, ce fut un formidable levier politique autant qu'économique pour « certains ». Si le décollage économique d'Haïti n'a pas été assuré alors, c'est que « l'élite haïtienne » a très peu investi dans la création d'une

industrie locale, se contentant de faire de l'épargne et des « placements immobiliers ». Dommage...

Est-ce à dire que la guerre est un levier économique incomparable pour solutionner les crises économiques et moderniser ? La « scène internationale » de cette fin de millénaire nous porte à croire qu'il en est effectivement ainsi... Dommage, vraiment dommage pour les « victimes », même si maintenant, on se charge de les (ré)compenser... Alors, pourquoi s'étonner qu'en Haïti, comme ailleurs dans les nombreux pays sous la domination (donc protection) des grandes puissances, la criminalité et la violence politique sont en plein essor de nos jours.

En ce qui me concerne, ce livre sur une période historique charnière à Haïti, me semble particulièrement « instructif » sur l'art des relations internationales « modernes ». Comme les conflits entre les intérêts politiques et les intérêts économiques d'un « petit » pays sont très nombreux, il y aurait une forte tendance à privilégier, au niveau interne, les intérêts politiques aux dépens des économiques... pour préserver ses alliances et sa position économique sur la scène internationale.

De sorte qu'on voit très bien comment le processus de mondialisation et de globalisation économique s'inscrit depuis très longtemps dans la logique internationale de la régulation et du maintien de l'ordre, interne et externe. Évidemment, le rôle de « la dette » est loin d'être négligeable, de même que celui des « colonisations » successives, sans oublier l'habileté « stratégique » des élites.

En somme, ce livre offre surtout une information très fouillée sur l'action diplomatique internationale d'Haïti durant la période de la Deuxième Guerre mondiale. C'était la seule intention de l'auteur et on peut lui en rendre le mérite.

Nicole BOUCHER

École de service social
Université Laval, Québec

L'Amérique latine.

FAVRE Henri. Paris,
Flammarion, *Dominos*, 173, 1998, 127 p.

Un ouvrage qui par sa forme ressemble en tous points, à une page près et quelques photos couleurs en plus, à un *Que sais-je?* Il est bien indiqué que *Dominos* c'est aussi les sciences, la médecine, les techniques, la société, l'éducation même si le monde de la politique et la géopolitique dominant largement parmi les 172 titres déjà publiés. L'Amérique latine dont il est question, comme le fait remarquer l'auteur, ne comprend pas le Québec, mais inclut curieusement de petits États aussi peu latins que le Surinam, le Belize, Guyana, la Caraïbe et il aurait pu ajouter Antigua. C'est en misant sur sa formation d'ethnosociologue et de directeur de recherche au CNRS qu'Henri Favre, déjà auteur de plusieurs volumes ou travaux sur différents pays d'Amérique latine, relève le défi de présenter un portrait de ce très vaste ensemble qui compte près de 500 millions d'habitants.

Comme pour tous les ouvrages de cette collection, une première partie, intitulée « Un exposé pour comprendre », vise à mettre le lecteur en situation. On y trouve quatre petits

chapitres. Celui sur le « Projet national », explique que le Brésil doit son unité à la sagesse du fils de Jean VI du Portugal qui a coupé le lien colonial en 1822 en prenant le titre d'empereur Pierre 1^{er}. Aujourd'hui, des nostalgiques voudraient bien voir un de ses descendants remonter sur le trône et ils l'ont fait savoir lors d'une consultation populaire tenue il y a quelques années. Sous le titre « L'ère du national-populisme », l'auteur consacre trois pages à l'industrialisation et trois toutes aussi courtes à la très épineuse question de la réforme agraire. Sur ce dernier point, on a l'impression qu'il a tiré d'un chapeau les quelques exemples offerts au lecteur qui ne manque pas de demeurer sur son appétit. Le problème crucial de l'exode rural est par ailleurs bien souligné par les données qui montrent que de 1930 à 1980 l'Amérique latine a cessé d'être une région rurale et agricole. Ici, on ne peut que donner raison à l'auteur quand on sait que pour la seule période de 1930-1960, le Brésil a connu une migration équivalente à celle de la France en... un siècle et demi.

La présentation du modèle de développement favorisé dans les années d'après-guerre, visant à remplacer les produits manufacturés importés au bénéfice de productions locales, permet de rencontrer pour la première fois le nom de l'actuel président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso. En effet, celui qui est parvenu à se faire réélire une seconde fois en 1998 à la tête du plus grand et du plus peuplé pays de l'Amérique latine, s'est d'abord illustré comme un fin observateur des réalités socio-économiques. Ainsi, comme l'indique avec